

n'éprouvaient guère le besoin de s'affirmer.

C'est pourquoi, pour sous-tendre la francophonie, il y eut, plus encore que la langue elle-même, des valeurs de référence: le goût de la liberté d'expression, l'aspiration démocratique...

Aujourd'hui que l'édifice de la francophonie, après tant de sommets et de conférences, semble prendre de la hauteur, voici que le doute nous saisit. Quel est encore le point commun de cette mosaïque de pays, ce puzzle auquel s'ajoutent sans cesse de nouvelles pièces, dont les rapports avec le français deviennent de plus en plus hypothétiques? Quelle est cette francophonie dont la langue devient celle de la raison d'Etat; qui tolère que l'on musèle les journalistes dans seize de ses pays membres; qui interdit, - car on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu -, d'évoquer les droits de l'homme au Vietnam? Quelle est cette francophonie au nom de laquelle on s'en va observer des élections douteuses, on se serre pour faire place à des seigneurs de la guerre, on entrouvre les portes du club à un dictateur quasi chassé par le groupe d'en face: pratiquement banni du Commonwealth, voilà le Nigeria qui frappe à la porte!

L'exception culturelle se confondrait-elle avec l'exemption démocratique? Pourquoi, au nom de quoi, - si ce n'est l'ambition politique, le désir de peser sur les affaires du monde -, agrandir indéfiniment une famille qui n'a plus de francophone que le nom, et qui n'est plus qu'une juxtaposition d'intérêts divers? Que diable les francophones de Belgique, qui ont plus de culture que d'ambitions planétaires, ont-ils à faire dans cette étrange nef? Tout occupé à agrandir sa collection de confettis, voilà le président Chirac qui ne daigne même pas commenter le fait que le plus peuplé des pays d'Afrique francophone, la République démocratique du Congo, claque soudain la porte.

Le président Kabila, même s'il s'est sans doute décidé trop vite, a nommé sans ambages le mal que l'on soupçonnait: cette francophonie-là, essentiellement politique et soumise à la volonté d'un seul de ses membres, ne serait-elle pas un avatar du néocolonialisme?

Il faut le reconnaître: l'élection de M. Boutros Boutros-Ghali à la tête de ce Conseil censé s'exprimer au nom de tous n'a pas convaincu: à la tribune, il ne se trouvait aucun Africain pour soutenir «le candidat de l'Afrique»! Pourquoi le président Chirac poursuit-il ce rêve de créer une sorte d'ONU francophone et pourquoi a-t-il imposé à ses partenaires, africains entre autres, un Boutros Boutros-Ghali qui est précisément considéré comme responsable des derniers échecs des Nations unies, en Afrique centrale ou en Bosnie?

Malgré le chaleureux accueil du Vietnam, ce septième sommet déçoit et inquiète: l'avènement de cette francophonie politique, qui divise plus qu'elle ne rassemble, pourrait entraîner la fin de la francophonie elle-même.

***** Roger Dehaybe - Sur le rôle de la nouvelle institution francophone que dirigera l'ex-Commissaire général aux relations